

Prochaines législatives /Opération d'enrôlement Le PDS dénonce la "corruption"



Jean-Claude Moussavou, le communal du PDS, en guerre contre la triche dans les centres de révision des listes électorales.



Les militants du PDS n'entendent pas se laisser faire.

RAD
Port-Gentil/Gabon

OUVERTE le 15 juin courant, la révision de la liste électorale se poursuit à Port-Gentil. Une semaine seulement après son lancement, le parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), a exprimé son mécontentement la semaine dernière à son siège. Par la voix de son coordonnateur communal, Jean Claude Moussavou, le parti relève d'entrée que cette opération, jusqu'à

la dernière élection de 2016, s'est déroulée dans des "conditions plus ou moins acceptables". Cependant, souligne-t-il, lors de la présente édition, « nous constatons pour le déplorer, (alors que le pays traverse une grave crise politique, sociale et économique), que des acteurs politiques, dans le but de s'assurer une sécurité électorale en amont, ont volontairement décidé de saborder les efforts consentis par les pouvoirs publics pour maintenir un climat apaisé, en monnayant systématiquement les inscriptions par l'achat des

récépissés d'enrôlement contre des sommes d'argent allant de 5000 à 25000 francs CFA. » Une démarche, a-t-il soutenu, totalement illégale et aux antipodes de la déontologie administrative. « Cette opération d'achat de conscience se passe au vu et au su de tous, sans que l'on ne s'en émeuve ; à croire que celle-ci est télécommandée ou du moins, tacitement encouragée » a-t-il dit. Le but visé par cette "obsequieuse démarche", croit savoir l'orateur, est d'obtenir, le moment

venu, des procurations pour voter en lieu et place des ces citoyens délestés de leurs récépissés d'inscription qui ne demandent qu'à exercer leur devoir civique. Ces actes constituent, selon lui, un acte de violation flagrante de la loi qui encadre le processus électoral. Et de soutenir que Me Séraphin Ndaot Rembogo attire l'attention des pouvoirs publics sur "les dérives que nous, et bien d'autres, constatons, et qui pourraient susciter des réactions dont l'issue ne saurait être déterminée". Non sans indiquer que "le PDS s'in-

surge et condamne avec vigueur ces actes ignominieux, d'autant qu'ils viennent de hauts responsables politiques nantis qui, cyniquement et insidieusement, profitent de la situation précaire des jeunes en quête d'emploi et du chômage qui assaille le plus grand nombre pour les corrompre et, pire, pour les priver de leurs droits", a protesté Jean Claude Moussavou pour qui, si on n'y prend garde, la perpétuation de tels agissements qui sont de nature à faire régresser la démocratie, conduiront à une nouvelle crise postélectorale.

En conseillant aux citoyens de ne pas accepter de donner les originaux de leurs récépissés à quiconque, le PDS prend à témoins l'opinion publique nationale. Tout en interpellant les hautes instances de la République pour que cessent ces manœuvres répréhensibles destinées à de vils intérêts dont la conséquence est de gommer les efforts fraîchement consentis par les uns et les autres lors du dialogue politique d'Angondjé en 2017, au risque de mettre la démocratie en péril.

PGCI

Lemboumba Okinda et Odette Moussounda partants !



Une vue des membres du bureau présents à la réunion du PGCI.



Le Dr Jean-Pierre Lemboumba Okinda (g) et Odette Moussounda, respectivement candidats au 2e siège du 4e arrondissement de Libreville et du Komo-Kango.

AEE
Libreville/Gabon

LA fédération du Parti gabonais du centre indépendant (PGCI) de la province de l'Estuaire a, au cours d'une réunion qui s'est tenue récemment au siège social de Glass, annoncé sa parti-

icipation aux législatives et présenté deux des candidats qu'elle compte positionner dans la province de l'estuaire. Il s'agit, pour le 2e siège du 4 arrondissement de Libreville, du Dr Jean-Pierre Lemboumba Okinda et pour le 2e siège du Komo-Kango, de Odette Moussounda. "Cette volonté pour le

PGCI de participer à ces élections législatives se traduit par la sympathie une fois de plus que les militants et sympathisants de notre parti ont bien voulu nous témoigner, lors des dernières échéances électorales qui se sont déroulées dans notre pays. Et ayant mesuré l'importance de notre présence sur l'échiquier politique nationale,

nous avons donc décidé, à nouveau, de nous lancer dans cette bataille, pour apporter notre pierre à la construction du pays et relever le débat politique au Gabon", a souligné le conseiller à la fédération PGCI de l'Estuaire, Gabriel Fabrice Nsoley Bibey. Les deux futurs candidats qui ne sont pas à

leur première tentative pour briguer ces sièges, ont eu ces mots: " Il est temps que nous apportions un peu une nouvelle façon de gérer dans ce siège. Il faut du sang neuf, des nouvelles personnes qui apportent une autre vision pour le développement du 2e siège du 4e arrondissement. Et nous pensons relever ce défi", a confié le Dr Jean-

Pierre Lemboumba Okinda à la presse. Avant qu'Odette Moussounda n'appelle les uns et les autres à investir massivement les différents centres d'enrôlement, afin que le moment venu, le PGCI puisse, par la force des urnes, voir ses candidats accéder à l'Assemblée nationale.